REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 22 juin au 07 juillet 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement 2
- Association Ter Mer Rodriguez : Pour un développement soutenu

1.2 Santé : fièvre apheteuse.....3
- Biosécurité – Gobin: « Pour une position commune au Food Systems Summit en octobre 2021 »

1.3 Hommage à Dr Maxime Ferrari 4
- Hommage à Dr Maxime Ferrari (1930-2021) 01 July 2021

1.4 Développement durable 5
- Lutte contre le plastique à La Réunion : le préfet signe un partenariat avec Plastik'akoz
- Un partenariat pour lutter contre la pollution plastique

1.5 Coopération maritime 7
- 7th Indian Ocean Naval Symposium at la Reunion concludes

1.6 Société 8
- Comores : l'Etat mobilise 2 millions d'euros pour l'achat de 200.000 doses du vaccin chinois Sinopharm

1.7 Drogues 9
- TRAFIC DE DROGUES : MAURICE EST-ELLE DEVENUE UNE PLAQUE TOURNANTE ?

1.8 Coopération régionale 10
- Produits malgaches interdits en France : Le Forum politique des îles de l'océan Indien appelle à la levée des sanctions commerciales et demande à la COI d'intervenir
- Commission de l'Océan Indien : de grandes ambitions pour une présidence française
- La France veut redonner du souffle à la coopération régionale dans l'océan Indien

1.9 Changement climatique.....13
- Changement climatique - Grande île, grande famine : urgence d'un soutien régional

2. Centres d'intérêts

2.1 Environnement.....14
- Le GM veut protéger la biodiversité contre les espèces invasives
- Projet géothermie à Ngazidja I Existe-t-il le potentiel hydraulique et un risque environnemental ?

2.2 Changement climatique 16
- Some in Madagascar 'on verge of starvation': UN
- Hausse de la température : 7°C de plus pour l'Androy si rien n'est fait
- Réchauffement climatique : l'île Maurice de plus en plus menacée par la montée du niveau de la mer
- Mohéli a perdu plus de 4 000 hectares de sa surface forestière en 60 ans

2.4 Pêche illégal 20
- 12 Sri Lankan crew members remanded for 14 days on suspicion of fishing illegally in Seychelles' waters

Association Ter Mer Rodriguez : Pour un développement soutenu

Ils sont une quinzaine de volontaires venant de différents secteurs d'activité. Ils sont des professionnels de l'ingénierie, de la science marine, de l'agriculture, de l'**environnement**, de l'économie, du social et de la culture entre autres. Leur but ? Œuvrer pour une cause commune : la **promotion du développement durable** à Rodrigues. Ainsi ils ont créé en 2012 une organisation non-gouvernementale (ONG) au nom de « Association Ter Mer Rodriguez ». – Amanoola Khayrattee

Rodrigues a longtemps mis le cap vers une île écologique. Les initiatives dans ce sens ne manquent pas. Ter Mer Rodriguez a été à la base de plusieurs projets à hauteur de Rs 25 millions de 2013 à ce jour, selon son président. Le tout premier projet a rapport aux actions entreprises dans le cadre de la fermeture de la pêche à l'ourite. De concert avec l'Assemblée Régionale de Rodrigues (ARR), l'ONG a contribué à la mise en place d'un plan de surveillance participative sous le programme **SmartFish** de **la Commission de l'Océan Indien (COI)** afin de prévenir la surexploitation du lagon et la disparition du poulpe. La communauté de pêcheurs devient donc un acteur majeur dans la lutte contre le braconnage.

La réhabilitation et le rétablissement sur l'îlot Gombrani sont aussi en point de mire sous un financement du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF). C'est un plan d'actions échelonné sur 5 ans avec des objectifs bien ciblés : l'amélioration de la biodiversité, la protection d'espèces endémiques, l'enlèvement des espèces envahissantes, le désherbage et le remplacement des espèces. Ceci en collaboration avec l'Association Pêcheurs Mourouk qui est un partenaire privilégié dans ce programme.

Autres préoccupations : la sauvegarde des coraux, importante à la biodiversité marine. Un coral garden a été identifié à cet effet. Viennent ensuite l'encadrement et l'accompagnement des algoculteurs, un projet à Petite Butte en vue d'améliorer la qualité et le processus de production des algues à valeur ajouté. Plus de 300 fermiers ont été formés dans le cadre du programme de responsabilisation qui touche aussi les pêcheurs hauturiers. Ceux-ci ont été initiés à l'outil GPS pour être en mesure de repérer aisément leur site de pêche.



Toutes ces initiatives reposent sur le respect des valeurs éthiques et culturelles auxquelles l'Association Ter Mer Rodriguez a un attachement tacite.

Biosécurité – Gobin: «Pour une position commune au Food Systems Summit en octobre 2021

«Nous devons avoir une position commune au Food Systems Summit, prévu en octobre 2021 par rapport à l'importance de la biosécurité pour les SIDS, plus particulièrement dans l'Océan Indien»: propos du ministre de l'Agro-Industrie et de la **Sécurité alimentaire**, Maneesh Gobin. C'était lors d'une conférence de presse par visioconférence avec la participation d'André Pouillès-Duplaix, directeur de l'Agence française de développement, de Dev Phokeer, directeur de la Commission de l'Océan Indien, de Geza Strammer, chef de coopération de la Délégation de l'Union européenne, de Richard Pyneeandee, Commissaire à l'Agriculture et à l'Environnement de Rodrigues, hier jeudi 24 juin, par rapport à la fièvre aphteuse qui sévissait à Rodrigues, ces temps derniers.



«La biosécurité est cruciale pour nous», a maintenu le ministre Gobin. «S'il y a un défaut de surveillance, cela est susceptible d'avoir des conséquences désastreuses sur l'agriculture et l'élevage», a-t-il déclaré. Selon Maneesh Gobin, la séro-surveillance doit se faire très vite. Ainsi, il a remercié la FAO.

Rappelant la fièvre aphteuse en 2016, il a fait remarquer que Maurice y a «tirer des leçons.» «Cette fois, il y a eu une notification immédiate, le premier jour que le premier cas a été recensé. La **COI** a été notifiée», a fait remarquer le ministre Gobin. Il a fait remarquer que le **«Sega One Health»** a été un franc succès. «Je pense qu'on doit aller au-delà du Sommet des Nations Unies – Food Systems Summit. Cela constitue un réseau de surveillance. Nous devrons pouvoir aller au-delà de la surveillance, d'autant plus que les îles de l'Océan Indien sont très vulnérables», a-t-il dit.
Les résultats ont confirmé le diagnostic de la fièvre aphteuse. La **COI** a facilité l'achat et l'acheminement de 182 500 doses de vaccins reçues du laboratoire Boehringer Ingelheim. Aussi, il faut dire que déjà, en 2016, lors de l'épizootie de la fièvre aphteuse qui avait affecté Rodrigues, la **COI**, à travers son réseau local, régional et international, est montée au créneau en soutenant le ministère de l'Agro-Industrie et de la Sécurité Alimentaire en termes d'expertise, de ressources humaines, de financement et de logistique entre autres.

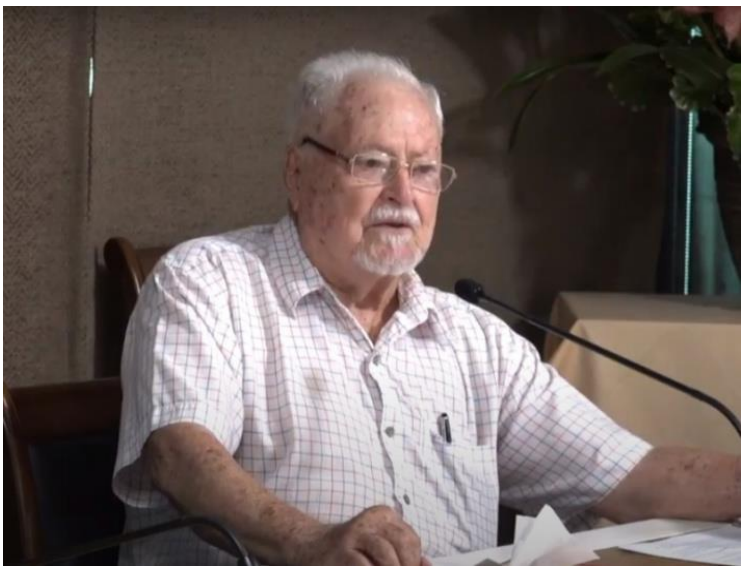
Hommage à Dr Maxime Ferrari (1930-2021)

C'est avec tristesse que la Commission de l'océan Indien (COI) a appris le décès de Dr Maxime Ferrari, ancien ministre du Plan et des Relations extérieures des Seychelles, ce 29 juin 2021, jour de la fête nationale seychelloise.

L'émotion est d'autant plus profonde que Dr Maxime Ferrari est l'un des pères fondateurs de la COI. Il est, en effet, l'un des trois signataires de la Déclaration de Port-Louis qui crée la COI en 1982 puis de l'Accord de Victoria qui institutionnalise l'organisation en 1984. Son engagement en faveur d'un éveil régional et d'une solidarité insulaire en font l'un des chantres de notre communauté de destin indianocéanienne.

A l'occasion des 30 ans de la COI, en janvier 2014 aux Seychelles, Dr Maxime Ferrari déclarait : « L'esprit de la COI fût avant tout de rassembler nos peuples autour des projets de développement qui cherchaient à mettre les femmes et les hommes de l'océan Indien debout, libres et capables d'assumer fièrement les grands défis de notre temps. […] Au cœur de nos réflexions, s'était déjà glissé le devoir de faire avancer la démocratie comme condition préalable de toute réussite économique et sociale ».

Ces mots disent bien l'engagement de l'ancien chef de la diplomatie seychelloise qui s'est affirmé comme un fervent défenseur des droits humains et un authentique promoteur de la démocratie.



La COI salue la mémoire d'un père fondateur, d'une figure régionale qui fit honneur à son pays et à l'Indianocéanie. La COI présente ses sincères condoléances au gouvernement et au peuple seychellois et transmet à la famille de Dr Ferrari ses fraternelles sympathies.

Plus d'information :

- https://www.commissionoceanindien.org/cp-maxime-ferrari/
- https://allafrica.com/stories/202107020947.html
- https://www.lemauricien.com/le-mauricien/dr-maxime-ferrari-a-political-innovator/433224/

Lutte contre le plastique à La Réunion : le préfet signe un partenariat avec Plastik'akoz

La préfecture et Plastik'akoz ont signé, ce 25 juin 2021 une convention de partenariat visant à sensibiliser le public aux enjeux environnementaux, à lutter contre la pollution plastique et à promouvoir des alternatives à l'utilisation du plastique.

Le mot de Didier Estebe, président de Plastik'Akoz
"Ce partenariat donne un élan particulier et ouvre une nouvelle profondeur d'actions à notre association Plastik'Akoz dans son combat contre le plastique à usage unique sur notre territoire.
Notre partenariat public/privé est, j'en suis convaincu, le juste medium pour œuvrer aux fins de sensibiliser les populations, les acteurs économiques et les parties prenantes sur la question de la préservation de nos écosystèmes naturels, précieux et fragiles, et pour construire une économie bleue sur notre territoire et dans la zone Océan Indien."
La Commission de l'océan Indien est une organisation intergouvernementale créée en 1984 qui regroupe l'Union des Comores, la France au titre de La Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. La France exerce la présidence de cette Commission depuis le 20 mai 2021 et pour une période d'un an.



Signature d'un partenariat avec la prefecture: Un partenariat qui s'inscrit dans le cadre de la présidence française de la **Commission de l'océan Indien**
Une des priorités de la **Commission de l'océan Indien** est la **résilience environnementale** et le développement de **l'économie bleue.**

Dans ce cadre, plusieurs actions sont prévues à La Réunion :
- la signature du programme **EXPLOI**, consacré à la lutte contre la pollution plastique par l'éducation, la recherche et l'économie à l'échelle régionale le 9 juillet ;
- la diffusion d'un webinaire sur les métiers de l'économie bleue le 16 juillet ;
- la journée de l'économie bleue le 17 juillet ;
- la semaine du développement durable du 18 septembre au 8 octobre 2021.

Plus d'informations
https://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2021/06/25/lutte-contre-l-utilisation-massive-de-plastique-le-prefet-signe-un-partenariat-avec-l-association-plastik-akoz,137247.html

Un partenariat pour lutter contre la pollution plastique

3. C'est, en tonnes, la quantité de déchets récoltés par l'association Project Rescue Ocean Réunion dimanche 20 juin, le long du littoral du Port. Chaque année, à La Réunion, un peu plus de 20 000 tonnes de plastiques sont importées et consommées. De cela, environ 3 500 tonnes sont collectées, traitées et exportées vers l'Asie pour être valorisées. *"Compte tenu de notre taille, malheureusement, nous n'avons pas nécessairement la capacité à pouvoir retraiter ni recycler la totalité des plastiques et, de plus, tous ne sont pas recyclables"*, explique Didier Estebe, président de l'association Plastik'Akoz, qui regroupe Antenne Réunion, la caisse régionale du Crédit Agricole mutuel de La Réunion, EDF, GIE Distri Mascareignes *(enseignes Leclerc)* et Suez Réunion. *"Une part du plastique est tout simplement enfouie."* Le reste se retrouve parfois dans les ravines, l'océan… ou l'estomac des tortues, poissons et autres mammifères marins. Pour pallier cela, l'association a mis en place, depuis un an déjà, un certain nombre d'initiatives pour lutter contre l'utilisation du plastique à La Réunion. Le 25 juin dernier, le directeur général adjoint du Crédit Agricole s'est vu rejoindre dans cette bataille par le préfet Jacques Billant**, la Commission de l'océan Indien *(COI)***, l'Agence française du développement *(AFD)* ou encore le rectorat. Un partenariat unique, *"presque historique, entre le monde privé, économique, associatif, éducatif et public." "L'objectif est de rendre notre île un peu plus propre, d'aider nos concitoyens à s'engager et comprendre la démarche,* poursuit Didier Estebe, *ce partenariat donne un élan particulier et ouvre une nouvelle profondeur d'actions à notre association Plastik'Akoz dans son combat contre le plastique à usage unique sur notre territoire."* Tels sont donc les objectifs de cette union : sensibiliser le public aux enjeux environnementaux, lutter contre la pollution plastique et promouvoir des alternatives à l'utilisation du plastique. Du ramassage de déchets à Trois-Bassins au partage d'une grille d'auto-évaluation de gestion des déchets plastiques dans les entreprises ainsi que d'une charte de bonnes pratiques aux acteurs du monde économique péi en passant par une sensibilisation dans les écoles… Tout au long de l'année, pléthores d'actions seront menées sur le territoire pour les atteindre.

Lire la suite.



7th Indian Ocean Naval Symposium at La Reunion concludes

IONS, conceived by the Indan Navy in 2008, seeks to enhance maritime cooperation among Navies of the littoral states of the IOR by providing an open and inclusive forum for discussion of regionally relevant maritime issues that would lead to a common understanding on the way ahead.

During the Symposium, Subject Matter Expert (SME) Presentations made by the French Institute of International Relations- Observatoire du Climat, European Union, Indian Ocean Commission. IFC Singapore, RMIFC Madagascar and EU-led Critical Maritime Routes Indian Ocean.
Lire la suite.



Comores : l'Etat mobilise 2 millions d'euros pour l'achat de 200.000 doses du vaccin chinois Sinopharm

À ce jour, seulement 12% de l'objectif cible a été atteint après la première étape de la vaccination bouclée le 10 mai dernier. La ministre de la Santé, Loub Yakout Zaidou, espère atteindre 28% des objectifs d'ici au mois d'août. Le gouvernement a allégé certaines mesures restrictives dont le couvre-feu repoussé à 23h au lieu de 21h 30.

Les autorités comoriennes souhaitent vacciner 60% de la population pour se prémunir efficacement de la Covid-19. À part les 18.000 doses d'AstraZeneca livrées à en mars dernier, l'Union des Comores n'a reçu aucune dose venant d'un programme conventionnel de livraisons de vaccins aux pays africains, comme le souhaite l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Les autorités sanitaires annoncent toutefois l'arrivée, ce jeudi 1er juillet, d'un deuxième lot de 100.000 doses du vaccin chinois. Soit un total de 300.000 doses qui auront un effet psychologique chez la population. Les nouvelles doses permettront d'engager la deuxième étape de la vaccination. « Nous lancerons la deuxième campagne le 14 juillet prochain », a confirmé Dr Djabir Ibrahim, responsable de la communication de la Coordination nationale de lutte contre la Covid-19.



Les Comores, pour faire face au Coronavirus, avaient bénéficié des équipements médicaux remis par la **Commission de l'Océan indien (Coi)** à travers le **réseau Sega One Health**, financé par la France à travers l'Agence française de développement (Afd) avec l'appui opérationnel de la Plateforme d'intervention régionale de l'Océan indien (PIROI) de la Croix-Rouge française.

TRAFIC DE DROGUES : MAURICE EST-ELLE DEVENUE UNE PLAQUE TOURNANTE ?

Malgré la sensibilisation et la répression, le drug trafficking gagne du terrain dans l'île. D'ailleurs, un récent rapport de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime sur l'évolution du commerce des produits illicites dans l'ouest de l'océan Indien indique que Maurice serait une plaque tournante pour les transactions de stupéfiants dans la région. Dans le cadre de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, observée le 26 juin, zoom sur la situation dans le pays.

Un récent rapport de la Global Initiative Against Transnational Organized Crime (GIATOC) sur l'évolution du commerce des produits illicites dans l'ouest de l'océan Indien aborde le sujet. Ce document de 77 pages évoque notamment la façon dont procèdent les trafiquants pour acheminer des produits illicites – l'héroïne, la cocaïne, le cannabis, les drogues de synthèse et les psychotropes – à destination. Le moyen de transport le plus prisé serait la voie maritime. Les trafiquants profiteraient du positionnement géographique de Maurice pour œuvrer en toute impunité. La drogue débarquerait chez nous en provenance d'Afghanistan par voie maritime, en passant par la Somalie, le canal du Mozambique et Madagascar. Les drogues de synthèse, elles, proviendraient de la Chine et de la Corée.
D'après ce rapport toujours, Maurice servirait de plaque tournante pour acheminer de l'héroïne vers La Réunion, les Seychelles et Rodrigues. À bord de puissants hors-bord ou yachts guidés par des appareils électriques dernier-cri, les trafiquants mauriciens récupéreraient les cargaisons (jusqu'à 500 kg de drogue) sur le banc de Soudan, au nord de l'île. Profitant des lacunes et manquements dans les protocoles de surveillance des autorités pour écouler la drogue.

L'officier souligne que son unité est très efficace en matière de collecte d'informations. Ce qui, dit-il, a permis aux autorités de faire de grosses saisies récemment. «La surveillance de notre zone maritime a porté ses fruits. Il y a un centre de fusion à Madagascar et un autre aux Seychelles. Des hauts gradés de la force policière y sont en poste pour collecter le maximum d'informations sur les trafiquants et les réseaux sur lesquels ils opèrent. Il y a aussi la Force navale mise sur pied par la **Commission de l'océan Indien**, qui effectue des patrouilles régulières dans notre zone maritime», explique l'ASP Hossenee.
Lire la suite.

Produits malgaches interdits en France : Le Forum politique des îles de l'océan Indien appelle à la levée des sanctions commerciales et demande à la COI d'intervenir

Suite à l'annonce par la presse malgache de la fermeture des frontières d'un Etat membre de l'Union européenne à de nombreux produits de Madagascar, le Forum politique des îles de l'océan Indien demande aux autorités françaises de revenir sur leur décision. Tout comme Madagascar, la France est un Etat membre de la **Commission de l'océan Indien** et en assure actuellement de surcroît la présidence. C'est pourquoi le Forum politique des îles de l'océan Indien demande à la **COI** de se saisir de cette question d'extrême urgence.

Le Forum politique des îles demande à la Commission de l'océan Indien de se saisir de cette question en urgence.



La France, État membre, vient en effet de fermer ses portes aux produits de Madagascar, État membre. Tout silence de la **COI** sur cette question ne pourra être interprété que comme le signe de la faiblesse de cette organisation face aux intérêts d'une ancienne puissance coloniale.coloniale.

Le Forum politique des îles de l'océan Indien rappelle l'importance des défis communs que nos peuples auront à relever dans de nombreux domaines, et qui ne pourront être résolus que par des relations de bons voisinages. L'avenir de notre région passe par le co-développement. Toute initiative allant dans le sens d'un isolement d'un ou plusieurs pays de notre région sera donc fermement combattue.

Lire la suite.

Plus d'informations :
https://www.temoignages.re/politique/co-developpement/produits-de-madagascar-interdits-en-france-officiellement-un-probleme-de-formalite-douaniere,101678

Commission de l'Océan Indien : de grandes ambitions pour une présidence française

C'est à la préfecture que **Vêlayoudom Marimoutou**, secrétaire général de la COI et Marcel Escure, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'Océan Indien, ont présenté les enjeux de la nouvelle présidence française. Sécurité maritime, économie bleue et mobilité sont au cœur des priorités.

"Un Erasmus de la COI"

C'est un projet qui prend du temps, mais qui pourrait se concrétiser rapidement. Depuis plusieurs années, les membres de la Commission de l'Océan Indien tentent d'organiser la mobilité et coopération estudiantine dans la zone. Selon Vêlayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, un "Erasmus de la COI devrait se matérialiser avant la fin de l'année".

"Les échanges ne concerneront pas que les doctorants et post-doctorants" assure l'ancien recteur de l'académie qui ajoute que le nouveau modèle d'échange inter-îles devrait s'orienter autour d'un axe sur la formation professionnelle dans des domaines très varies.

Lire la suite.



La France veut redonner du souffle à la coopération régionale dans l'océan Indien

« Nous voulons placer la coopération régionale au centre de la sortie de la crise sanitaire », a déclaré ce mardi 6 juillet à La Réunion Marcel Escure, ambassadeur délégué à la coopération régionale dans l'océan Indien. Le diplomate basé au Quai d'Orsay porte les projets de la France, qui a reçu en mai, pour un an, la présidence tournante de la Commission de l'Océan Indien (COI). Cette organisation intergouvernementale de coopération regroupe les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et la France, au titre de La Réunion. Ses actions portent sur la surveillance des pêches, la coopération dans le domaine de la santé, la gestion des déchets…
Malgré la fermeture des frontières entre les îles, qui persiste depuis le début de la crise sanitaire, Marcel Escure veut faire de la coopération économique une priorité de la présidence française. Il promeut l'idée d'un « incubateur multi-secteurs et multi-pays » et annonce « un forum économique à La Réunion à l'automne ». Il veut encourager la mobilité des enseignants et des étudiants, y compris ceux de l'enseignement professionnel, entre les pays membres. L'idée est également chère au réunionnais Vêllayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI.

Un oeil sur le Mozambique:
La réduction des risques de catastrophe fait aussi partie des sujets que la France veut placer en tête de ses priorités régionales. « Des conventions ont été signées mais ne sont pas appliquées », estime Marcel Escure, qui espère la réalisation prochaine d'« un exercice régional pour tester la réactivité des uns et des autres ». Un projet en résonance avec l'accession de la France, la semaine dernière et pour deux ans, à la présidence de l'IONS, l'organisation internationale qui regroupe les marines des pays riverains de l'océan Indien et du golfe Persique.



Lire la suite.

Plus d'information :

- https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2021/07/07/COI-une-ambition-francaise-en-quatre-axes_626064

Changement climatique - Grande île, grande famine : urgence d'un soutien régional

Des enfants au visage creusé, émacié… au regard vide. Des petits décharnés par manque de nourriture. À Madagascar, où la famine fait des ravages, ces scènes de désolation brisent le cœur. Pour survivre, des habitants n'ont d'autre choix que de manger des criquets ou encore de la boue. La situation, provoquée par plusieurs années de sécheresse, est insoutenable, déplore David Beasley, le directeur général du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, qui s'est rendu sur place. Des petits en bas âge meurent sous nos yeux, soutient-il. La Grande île souffre d'un manque d'aide humanitaire en raison du confinement lié au Covid-19, notamment. Le monde, en particulier les pays industrialisés, à l'obligation morale d'aider ces personnes qui paient le prix du réchauffement climatique, souligne le patron du PAM. Mais qu'en est-il des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) ? Avec l'Union européenne, la COI dit mettre en œuvre un programme régional de sécurité alimentaire avec l'accent sur la nutrition des enfants de 0 à 5 ans et sur la santé maternelle.

Le GM veut protéger la biodiversité contre les espèces invasives

En vue de protéger les espèces endémiques (plantes, animaux, reptiles), le ministère de l'Agro-industrie travaille actuellement avec des experts de l'United Nations Development Programme (UNDP) de concert avec différents acteurs. Ce afin de protéger la biodiversité dans la région, contre les espèces envahissantes.

Un atelier de lancement en ligne de deux jours sur le projet "Mainstreaming Invasive Alien Species (IAS) Prevention, Control and Management", à l'initiative de la Global Environment Facility (GEF), de l'United Nations Development Programme (UNDP), du ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, et du National Parks and Conservation Service, s'est ouvert ce matin à Port-Louis.

Le ministre Gobin, qui est également Attorney General (AG), a indiqué que s'il y a besoin d'amender la loi dans cet effort de protéger la flore et la faune contre les espèces invasives, le gouvernement le fera.

Selon lui, les petites îles sont vulnérables aux espèces exotiques envahissantes, quelques fois en raison de l'ignorance des citoyens qui ont introduit intentionnellement ou pas, des espèces exotiques, qui peuvent créer ou ont créé des dommages à la biodiversité.

Le projet est financé à hauteur d'environ 4 millions de dollars par la Global Environment Facility (GEF) pour lequel un accord a été signé en août 2019 entre le ministère de l'Agro-industrie et l'UNDP.

Plus d'information :
https://inside.news/2021/07/01/alien-invasive-species-gobin-sil-faut-amender-la-legislation-nous-le-ferons/

Projet géothermie à Ngazidja I Existe-t-il le potentiel hydraulique et un risque environnemental ?

Dans un document de projet, dont Al-watwan détient une copie, il est noté que l'installation du réservoir de stockage d'eau est indispensable au refroidissement pendant les opérations de forage, «avec une consommation de près de trois mille litres par minute». Soit près de 72 mille litres en 24 heures, ce qui équivaut à cinq fois la production hydraulique journalière de la Sonede.

Le projet «développement durable à travers la promotion des ressources en énergie géothermique» envisage la construction des citernes pour la collecte des eaux pluviales en vue de refroidir les centrales géothermiques ou les engins destinés aux forages. Une information annoncée cette année par les experts locaux avant de vanter les avantages que va tirer le pays après l'achèvement du dit projet.

Reste à se demander si l'île de Ngazidja détient réellement le potentiel hydraulique pour mener à bien le projet sans compromettre un ou des écosystèmes. Joint au téléphone, un des cadres du projet «développement durable à travers la promotion des ressources en énergie géothermique», Alilwafa indique que des études sur l'impact environnemental ont été menées pour essayer de tout prévoir. «Par rapport à l'eau, l'impact est vraiment minime au niveau de l'environnement. Les zones où sont prévus les forages ne couvrent aucune activité humaine, ni de l'agriculture ni de l'élevage. La quantité d'eau à s'en servir ne sera pas puisée dans les stations de pompage de la Sonede. Aucun impact environnemental lié à la collecte de l'eau», explique-t-il. Lire la suite.



Some in Madagascar 'on verge of starvation': UN

(AFP) - The famine ravaging Madagascar -- the first country to experience such conditions due to climate change -- is forcing people to eat locusts, cactus fruits, leaves and even mud, and some are on the verge of starvation, a UN official warned Friday.



The current situation -- brought on by years of persistent drought -- prompted World Food Programme executive director David Beasley, who recently visited the country, to say it was akin to "something you see in a horror movie." The WFP's regional director for southern Africa, Lola Castro -- who accompanied Beasley to Madagascar -- called the crisis "very dramatic" in a video interview with journalists at UN headquarters in New York, warning: "The worst is about to come."

"We have people on the verge of starvation and there is no conflict. There's just climate change at its worst affecting them badly," Castro said, adding that "rapid action" from the international community is "very necessary."

"These people have contributed nothing to climate change and they take the whole burden of climate change," she said, quoting Beasley.
The situation is most dire in southern Madagascar. More than a month ago, the United Nations warned that more than a million people in the south were facing "acute food insecurity."

Most of southern Madagascar's population relies on agriculture, livestock and fishing. Food production has been dramatically low since 2019.

It is difficult to get aid to the island nation, and journalists have been unable to access the areas worst affected due to coronavirus-related restrictions in place.

Aid agencies have also struggled to attract public attention to the crisis, and aid funds are lacking.

Hausse de la température : 7°C de plus pour l'Androy si rien n'est fait

La COP26 qui devrait se dérouler à Glasgow du 1er au 12 novembre 2021 serait la conférence de la dernière chance, notamment pour les pays vulnérables comme Madagascar, dans la lutte pour l'atténuation du réchauffement climatique. C'est ce qui a été avancé lors de l'atelier de préparation de Madagascar à participer à ladite conférence des parties qui s'est tenu à Anosy, hier. Un moment durant lequel Baomiavotse Raharinirina, ministre de l'Environnement et du Développement durable, a insisté sur le cas de la région Androy. Se référant aux perspectives climatiques délivrées par la Direction générale de la météorologie, «la ministre a fait savoir que la température pourrait monter de 2 à 3°C d'ici 30 à 50 ans si les décisions prises lors de la COP26 sont scrupuleusement mises en œuvre et respectées». Par ailleurs, l'on devrait s'attendre à une hausse de la température de 7°C si nous continuons notre mode de production et de consommation actuelle, si l'on se réfère toujours aux explications de Baomiavotse Raharinirina. Profitant de sa prise de parole, cette dernière fait part de son vécu vis-à-vis de la situation dans la région Androy. «J'ai été à Ambovombe vers le milieu du mois de janvier dernier. Un jour, durant mes descentes sur terrain, la température montait jusqu'à 39°C à midi. Il y avait également le Tiomena, ce phénomène semblable à ces tempêtes de sable qui se manifestent au Sahel ou dans le désert du Sahara. Je n'ai pas pu rester plus de dix minutes hors de ma voiture. Je me suis ainsi demandée comment mes compatriotes arrivent à vivre dans de telles conditions». Avec la hausse prévue de la température, celle de l'Androy pourrait donc atteindre «42°C et 46°C d'ici 30 à 50 ans».

Plus d'informations :

- https://lexpress.mg/06/07/2021/environnement-lutte-contre-le-changement-climatique/

Réchauffement climatique : l'île Maurice de plus en plus menacée par la montée du niveau de la mer

Un rapport inquiétant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui est un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'ONU, tire la sonnette d'alarme sur la situation climatique d'ici 2050.

Selon les experts du Giec, d'ici 2050, le réchauffement climatique aura des possibles "impacts irréversibles pour les systèmes humains et écologiques". Dans leur rapport, qui attend encore l'aval des états membres pour sa publication officielle, les experts mettent en garde contre des conséquences catastrophiques du dérèglement climatique pour la planète et ses habitants.

Selon eux, les villes côtières figureront parmi les premières victimes du réchauffement climatique notamment quand la barre de 1,5 degré sera franchie. Pourtant la température de la Terre est déjà à 1,1 degré, rapporte Defimedia.info.

Une hausse du niveau de la mer, des tempêtes de plus en plus importantes et intenses et des inondations menacent les villes côtières ainsi que les îles. Et L'île Maurice ne sera pas épargnée par ces changements climatiques. Selon les estimations des experts du GIEC, 300 à 400 millions de personnes seront directement concernées par le changement climatique et feront partie des premières victimes..



Mohéli a perdu plus de 4 000 hectares de sa surface forestière en 60 ans

Mohéli ne dispose plus que de 1 000 hectares de forêt dense après avoir perdu 80% de sa surface forestière de 1950 à 2010.

Les causes de la deforestation:

Les problèmes liés à la déforestation et la dégradation de l'écosystème à Mohéli étaient au centre des discussions jeudi dernier dans les locaux de l'Alliance Française de Fomboni. Ben Anthoy Moussa du Parc national de Mohéli a dressé un constat alarmant en déclarant que Mohéli a perdu 80% de sa surface forestière en 60 ans, soit plus de 4 000 hectares. Cette situation est le résultat des pratiques illégales dans les forêts comme la coupe d'arbres et les prélèvements de vois pour la cuisine ou la distillation, a-t-il noté. Il a également évoqué la hausse du nombre d'habitants obligeant les communautés à couper les arbres pour y implanter des cultures vivrières, rapporte La Gazette des Comores..



Solutions:

Cette déforestation entraîne non seulement un appauvrissement des sols agricoles, mais aussi une perte de leur productivité. Dans la foulée, les glissements de terrain se multiplient et les rivières sont asséchées à Mohéli. Pour apporter une solution aux communautés, le projet REDD+ (réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts) sera lancé d'ici la fin de l'année. Il a pour but de proposer une gestion durable des ressources forestières de l'île. Des alternatives et des mesures de renforcement seront également mis en place pour limiter la déforestation de manière efficace.

12 Sri Lankan crew members remanded for 14 days on suspicion of fishing illegally in Seychelles' waters

The Seychelles Supreme Court on Monday remanded for 14 days the crew of two Sri Lankan vessels detained on suspicion of fishing illegally in the Seychelles' waters.

The two vessels were intercepted on June 23 in a coordinated operation carried out by the Seychelles Coast Guard, Seychelles Air Force, Special Forces Unit, and the National Information Sharing and Coordination Centre according to the Seychelles People's Defence Forces.

Since May this year, five vessels have been caught on suspicion of illegal fishing in the waters of Seychelles, a group of 115 islands in the western Indian Ocean.

The latest interception came one week after another Sri Lankan vessel was detained for illegally fishing in the Seychelles' waters.

Seychelles has a vast Exclusive Economic Zone of 1.4 million square kilometres which is slightly larger than South Africa and about six times the size of the United Kingdom. This presents a challenge when it comes to monitoring illegal activities in the island nation's waters.

Last year, the National Assembly approved an amendment to the Defence Act giving new powers to the Seychelles Coast Guard to fight illegal activities in the island nation's waters.

Recently, Seychelles signed bilateral agreements with the United States aimed at increasing the surveillance in its waters.

